

- ▶ Rassemblement le 11 novembre
- ▶ Mgr Sabbah : « La communauté internationale doit réagir »
- ▶ Les Palestiniens crient vengeance »
- ▶ Rumsfeld l'impitoyable
- ▶ Dans l'actualité
- ▶ Peter Nkurunziza à Paris
- ▶ L'embargo sur Cuba condamné
- ▶ Une mondialisation en panne... sèche
- ▶ Rumsfeld, premier dégât collatéral des élections
- ▶ José Montilla, patron de la Catalogne
- ▶ à Berlin, il fait bon être patron
- ▶ Marginalisés, les Rom font entendre leurs voix
- ▶ Une semaine chez les 25
- ▶ La corruption au quotidien
- ▶ Le centre gauche polonais espère se relancer à Varsovie

Dans la rubrique International aujourd'hui

Pour que vive l'Humanité et qu'elle puisse se développer, le nombre de ses lecteurs et de ses abonnés doit croître. Nous avons besoin de vous, de votre soutien et de vos dons ! Une souscription en-ligne est actuellement disponible.

 Mise à jour
 lundi 13 novembre 2006

 Les archives de l'Humanité
 Libre échanges ! / Faites découvrir l'Humanité à des milliers de jeunes

 jusqu'au
 15 novembre 2006

les 20 jours promo

20
 jours promo

10 000
 cartables
 pour les enfants
 palestiniens

NOUVEAU LES
ANNONCES DE
L'HUMANITÉ
L'INFO

Accueil
 Toute l'actualité
 La semaine de l'Humanité
 Les archives
 Les dossiers
 Les chroniques
 Les inédits de l'Humanité

L'HUMA ET VOUS

CONTRE LES ATTEINTES A
 LA LIBERTE DE LA PRESSE
 EN ALGERIE
 Contacts
 NON A L'ACHARNEMENT
 REPRESSIF ! AMNISTIE
 DES JEUNES ANTI-CPE
 Pétition pour le pluralisme
 Soutien
 Tout savoir sur l'Huma

LES SERVICES

Annonces emploi
 Rechercher
 Lettre d'information
 alapage.com


FORUMS

Tous les forums
 CPE, précarité, quelles
 réponses ?
 Débat pour une alternative à
 gauche
 La guerre de Bush
 Non ! Pour une autre
 Europe ?

LIENS

Forum Social Européen
 Groupe CRC Sénat
 Groupe Pcf Assemblée
 L'Humanité en anglais
 La société des amis de
 l'Humanité
 Parti communiste français
 Tous les liens

LE WEB DE L'HUMA
LES ARCHIVES
INTEGRALES DE L'HUMANITE
EUROPE

Marginalisés, les Rom font entendre leurs voix

Discriminations . Réuni au Conseil de l'Europe, le Forum européen des Rom et des gens du voyage a mis l'accent sur la situation dramatique que vivent nombre d'entre eux au Kosovo.

Strasbourg,

envoyée spéciale.

« En Suisse on a le droit de voyager, pas de s'arrêter. » « En Turquie, la population se moque de nous comme des gens sales et sans éducation. Certains de nous sont arrêtés et battus, mais personne n'en sait rien, parce que nous avons peur de parler. » « Pour la première fois de notre histoire, en Angleterre, nous avons un gouvernement qui nous écoute et respecte nos choix, rester nomade ou nous sédentariser. » Réunis en assemblée plénière cette semaine au Conseil de l'Europe à Strasbourg, les représentants d'ONG Rom de quarante pays ont fait le point pendant trois jours sur la situation qui prévaut pour chacun d'eux.

Aucun pays d'origine pour les défendre

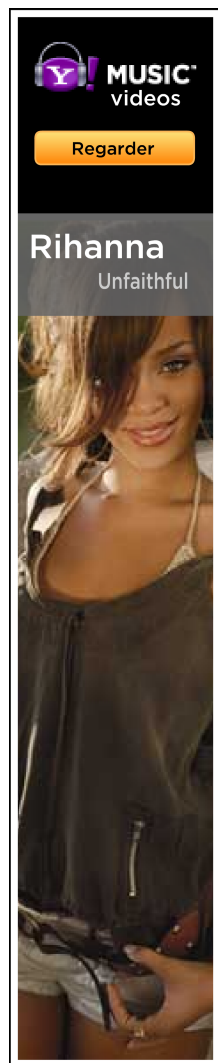
L'idée, qui était aussi celle du Forum européen pour les Rom et les Gens du voyage (FERV) lors de sa création il y a un an : confronter expériences, problèmes et discriminations subies à des échelles très diverses par les uns et les autres. Et surtout, faire en sorte que les 47 millions de Rom qui vivent en Europe deviennent, une fois unis, un poids politique qui pèse sur les institutions. Présents dans tous les pays d'Europe, et minoritaires partout, les Rom n'ont de fait, aucun « État d'origine » qui puisse faire pression pour défendre leurs droits régulièrement bafoués.

Partout, les récits se ressemblent : difficulté de trouver un emplacement pour les caravanes, exclusion des systèmes de santé, discrimination dans le parcours scolaire et professionnel, chômage endémique, problèmes récurrents de logement pour ceux qui sont sédentarisés, difficulté de voyager et de sortir des frontières, et racisme.

Certains cas sont plus alarmants encore. Ainsi, en Slovaquie, plusieurs centaines de femmes Rom ont affirmé avoir été stérilisées sans leur consentement lors de leur accouchement. À la demande de plusieurs ONG dont Amnesty international, une plainte a été déposée au pénal par l'Office slovaque des droits humains et des minorités en 2003. Autre atteinte aux Rom, fin octobre en Slovénie, une trentaine d'entre eux a dû être placée dans un camp de réfugiés, après que la population du village où ils vivaient a appelé à les passer à tabac dans une réunion retransmise à la télévision. En 1993, lors d'événements semblables en Roumanie, treize maisons d'un village avaient été brûlées et trois Rom tués.

Comme dans la plupart des pays d'ex-URSS, les Rom, qui y sont entre 2 et 3 millions, ont été les premiers exposés à la crise économique qu'a traversée le pays pendant la transition. « Pendant le régime communiste, les Rom étaient assimilés de force, obligés de travailler, mais avec la fin de l'État providence, leurs besoins et leurs aspirations ont été complètement mis de côté par le gouvernement », explique Costel Vassile de l'ONG Forromenque Federation et délégué auprès du FERV qui note une légère amélioration du statut des Rom avec les négociations pour

Crédits
Historique et projet



l'entrée en Europe. Pour Costel Vassile, l'Europe est la seule opportunité pour les Rom de s'en sortir. « Mais le chemin sera long et difficile, tempère-t-il. Ce sera plus dur pour les Rom que pour les autres de s'en sortir. L'Europe met à leur disposition des moyens, mais j'espère qu'ils se montreront capables de faire des projets qui leur soient profitables. » Autre crainte : que le chômage se développe encore. « Il n'y a pas de travail, et il y en aura encore moins, j'ai peur que les Rom restent exclus des postes qualifiés. »

Premiers exposés aux crises, les Rom rencontrent en toute logique de terribles difficultés dans les zones qui sortent de conflit. Ainsi la situation au Kosovo préoccupe particulièrement les ONG. « Tout le monde sait qu'il y a eu la guerre au Kosovo, mais personne ne connaît la situation qui y prévaut, aujourd'hui encore, pour les Rom, regrette Bashkim Ibishi, délégué pour le Kosovo auprès du FERV. Personne ne sait par exemple qu'ils sont persécutés par les Albanais qui les considèrent comme des collaborateurs des Serbes. »

Au Kosovo,

un exode massif

Avant la guerre, ils étaient plus de 200 000 à vivre au Kosovo où ils étaient bien intégrés. Ils ne sont plus aujourd'hui que 35 000. La plupart de ceux qui avaient des relations à l'Ouest sont partis s'y réfugier. Aujourd'hui, en France et en Allemagne, les gouvernements veulent expulser les Rom du Kosovo dans leur pays. « Mais depuis 1999, peu de chose a changé en matière de droits humains, s'inquiète Bashkim Ibishi. Les Rom qui ont été placés dans des camps de réfugiés à l'intérieur du pays y vivent encore. Pour certains, faute de pouvoir se déplacer, pour d'autres, tout simplement parce que leurs maisons sont aujourd'hui occupées. Le traitement à leur égard est très discriminant... Même avec la présence sur place d'autant d'organisations internationales. » Pour l'instant, la minorité Rom du Kosovo reste exclue des négociations sur le statut de la région. Déjà exclus des accords de Dayton en Bosnie, ils ne peuvent pas être élus à la chambre des peuples, faute d'être considérés comme un peuple constitutif du pays.

Anne Roy

Article paru dans l'édition du 10 novembre 2006.



 **Imprimer cet article**

 **Envoyer cet article**



[\[ACCUEIL\]](#)[\[DOSSIERS\]](#)[\[FÊTE DE L'HUMANITÉ\]](#)[\[FORUMS\]](#)[\[LIENS\]](#)[\[SEMAINE\]](#)



Site réalisé et hébergé par NetAktiv multimédia